

Monsieur le Président, distingués invités, Mesdames et Messieurs, c'est avec grand plaisir que je me trouve ici aujourd'hui pour vous adresser la parole à l'occasion de l'assemblée annuelle du Conseil commercial Canada-Chine. Ancien résident de Vancouver et diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique, je suis également enchanté de revenir dans une ville qui, à mon avis, figure parmi les plus attachantes au monde.

Vancouver est une ville où les avantages des liens avec l'Asie sont omniprésents. Trop souvent, les Canadiens, comme la grenouille du vieil adage chinois, «regardent le ciel du fond d'un puits». Nous avons tendance à ne voir que les possibilités qui se présentent devant notre porte. Jusqu'à une date récente, on comptait peu d'entreprises qui osaient s'aventurer au-delà des marchés qui nous sont familiers. Nombre d'entre vous, qui possédez une riche expérience des affaires du Pacifique, ne serez aucunement surpris de m'entendre dire que la région de l'Asie-Pacifique, et en particulier la Chine, qui se situaient autrefois à la périphérie de notre champ de vision, occupent maintenant une place centrale dans notre vision de l'avenir.

S'il y a un message que je tiens à vous communiquer aujourd'hui, c'est que le nouveau gouvernement libéral se rend bien compte que le siècle du Pacifique est déjà amorcé. Mon parti a toujours reconnu l'importance de la région Asie-Pacifique. J'en veux pour preuve le fait que c'est un gouvernement libéral qui, sous Pierre Trudeau, à la fin des années soixante, a pris la décision hardie d'entamer des négociations en vue d'établir des relations diplomatiques avec la Chine. Cette décision a constitué une étape cruciale sur la voie de la fin de l'isolement de la Chine et de sa réintégration dans la communauté des nations. Lorsqu'il a reconnu la République populaire de Chine, le Canada a agi en chef de file, et non pas en suiveur. Notre gouvernement va, en ce qui concerne la région de l'Asie-Pacifique, poursuivre cette tradition d'ouverture sur l'avenir.

Nous allons promouvoir vigoureusement les intérêts du Canada dans l'Asie-Pacifique. C'est là une des raisons qui ont incité le nouveau gouvernement libéral à nommer un secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, relevant du ministre des Affaires étrangères. Nombreux parmi vous, j'en suis persuadé, sont ceux qui connaissent bien M. Raymond Chan, député de Richmond. Je sais qu'il jouera un rôle inestimable pour l'avancement des intérêts du Canada dans le bassin du Pacifique.

Je ferai de la politique commerciale dans l'Asie-Pacifique un dossier prioritaire. J'envisage avec intérêt la réunion de la semaine prochaine de l'APEC à Seattle, où je traiterai des barrières douanières et non douanières avec mes homologues de la région de l'Asie-Pacifique. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce va demeurer la pierre angulaire de